

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

15 novembre 2012 | *Le Droit* | FRANÇOIS PIERRE DUFAULT fpdefault@ledroit.com FRANÇOIS PIERRE
DUFAULT

fpdefault@ledroit.com

Les francophones doivent prendre l'initiative, dit Fleury

Les francophones d'Ottawa doivent coucher sur papier une définition claire et précise du bilinguisme officiel qu'ils cherchent à enchâsser dans les fondations de leur ville s'ils veulent remporter la « bataille éternelle » qu'ils livrent à leur administration municipale pour la reconnaissance de leurs droits linguistiques, affirme le conseiller Mathieu Fleury.



PATRICK WOODBURY, Archives Ledroit

Selon le conseiller de Rideau-Vanier, il faut que la communauté se dote d'un véritable plan de match pour remporter cette « bataille éternelle ». « C'est comme ça que nous parviendrons à faire tomber les obstacles. »

Plus que jamais, la balle est dans le camp des francophones, selon l' élu.

« Si nous, en tant que communauté, voulons affirmer notre présence et être reconnus en vertu d'un bilinguisme officiel [...], il faut expliquer aux autres élus ce que ça voudrait dire pour la fonction publique et au niveau des coûts, par exemple. C'est comme ça que nous parviendrons à faire tomber les obstacles », a confié M. Fleury au Droit.

Les opposants au bilinguisme officiel d'Ottawa auraient du mal à saisir l'importance que revêt cet idéal pour les francophones, selon l' élu du quartier RideauVanier. C'est qu'au-delà de leurs revendications de longue date, les francophones ne seraient pas parvenus, jusqu'ici, à élaborer un plan de match clair auquel pourrait adhérer l e conseil municipal.

Nouveaux ratés

Entre-temps, le maire Jim Watson continue de s'en tenir à son « bilinguisme pratique », même si sa

politique connaît des ratés. Encore hier, une vidéo promotionnelle de l'organisme de charité Centraide Ottawa n'a été projetée qu'en anglais lors d'une rencontre du conseil municipal, alors qu'il existe une version française et une version anglaise sous-titrée en français du clip d'environ trois minutes.

« C'est regrettable qu'on ait fait une faute, encore. Mais pour moi, ce n'est pas la fin du monde », s'est défendu M. Watson, après les faits.

« Les gens de Centraide avaient conçu une vidéo bilingue. Nous ne l'avons pas montrée. Je n'ai aucune explication valable. Des employés municipaux étaient responsables de la présentation. Ça n'a pas été bien fait. C'est malheureux. En tant qu'élu, je regrette. Ça démontre qu'à tous les niveaux, on ne formalise pas assez nos processus et il y a des erreurs qui se glissent », s'est excusé Mathieu Fleury.

Le bilinguisme officiel fait partie des recommandations qu'étudieront les participants au Sommet des États généraux de la francophonie d'Ottawa, ce week-end. « J'espère qu'ils formaliseront une demande », a exhorté l'élu de Rideau-Vanier.

« Ce n'est pas parfait »

« Je pense que le bilinguisme pratique fonctionne bien. Ce n'est pas parfait. Mais en même temps, je pense que le bilinguisme, ici, au cours des deux dernières années, c'est le jour et la nuit par rapport à l'ancien conseil », a réitéré M. Watson. « Je parle avec des francophones tout le temps. L'important, pour eux, ce n'est pas seulement la langue. Ce sont les grandes choses comme les impôts, l'environnement, le transport en commun. »



Le conseiller Rainer Bloess, un francophile, n'est pas convaincu qu'un bilinguisme officiel changerait grand-chose à l'offre de services en français dans la capitale. « D'habitude, les gestes parlent plus fort que les mots. Le problème, c'est que les gestes que pose la municipalité n'envoient pas le bon message. Nous ne sommes même pas capables de respecter notre politique actuelle », a déploré l'élu du quartier Innes.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

15 novembre 2012 | [Le Droit](#) | [LeDroit](#)

L'ÉCOLE MICHAËLLE-JEAN SERA AGRANDIE

À peine six ans après son inauguration, l'école élémentaire publique Michaëlle-Jean sera agrandie en raison de l'importante croissance de sa clientèle, le nombre d'élèves ayant passé de 151 en 2006 à 511 cette année. Le Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario (CEPEO) a fait l'annonce hier de cet investissement chiffré entre 3 et 4 millions \$. Les travaux se mettront en branle en mars sur le terrain de l'institution située dans le secteur Barrhaven. L'école présente la croissance d'effectifs la plus rapide sur le territoire de la CEPEO. Le projet d'agrandissement permettra l'ajout à l'école existante d'un module de deux étages comprenant 14 salles de classe réparties sur deux étages. La nouvelle section de l'établissement sera prête à accueillir les écoliers à temps pour la rentrée scolaire 2013-2014.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

[Article précédent](#)[Article suivant](#)15 novembre 2012 | Le Droit | SYLVAIN ST-LAURENT sstlaurent@ledroit.com

Claude Giroux a le bonheur facile

C'est un truc que Claude Giroux a lancé quelques jours avant de partir en Europe, le mois dernier. Une déclaration qui m'avait un peu surpris au moment où il étudiait deux ou trois offres particulièrement intéressantes.



COURTOISIE, MATHIAS RENNER City-press GBR

Claude Giroux n'est pas un grand voyageur de nature. Il est d'abord venu en Allemagne pour jouer au hockey, avec son pote Daniel Brière.

Il disait qu'il était important pour lui d'aboutir dans une ville dynamique, vibrante. Parce qu'il n'avait encore jamais pris de vacances « juste pour visiter » le Vieux Continent.

Il faut comprendre ici que Giroux est âgé de 24 ans. Il a gagné près de cinq millions \$ US depuis le début de sa carrière.

En plus, il a la chance de ne presque pas avoir d'obligations professionnelles durant les mois de mai, juin, juillet et août.

Ce jour-là, je le fixais et j'avais juste envie de lui poser une question. Coudonc, tu fais quoi avec tout ton temps et avec tout ton argent ? Je me suis retenu, bien entendu. Hier, j'ai osé une question un peu plus polie.

Pourquoi avoir attendu si longtemps ? L'opportunité ne s'était jamais présentée ?

« Bof... Je suis un gars qui aime ça rester à la même place et relaxer. Je ne suis pas un grand voyageur », m'a-t-il tout simplement répondu.

N'empêche que le gars qui « n'aime pas trop voyager » se paye pas mal la traite dernièrement.

Durant une fin de semaine où les Ours Polaires n'avaient pas de matches, il s'est rendu à Londres pour assister à un match de football américain et à un match de football anglais.

La semaine dernière, il a rendu visite à ses copains Jaromir Jagr et Jakub Voracek à Prague. Il s'est également offert un petit périple en Norvège pour aller saluer un ami d'enfance.

- Serais-tu en train d'y prendre goût ?

« Bof... Je sais pas. Je n'irais pas jusque-là... »

Je dois reconnaître que je ne connais pas très bien Giroux. Un ami commun m'a déjà expliqué qu'il a le bonheur facile.

Tant qu'il y a une patinoire où jouer au hockey et des amis avec qui s'amuser, il est content.

On me dit aussi qu'il n'est pas toujours à l'aise avec son nouveau statut de superstar.

Il a donc tout pour être heureux à Berlin.

Ici, la patinoire est grande. Il y a de la place en masse pour s'exécuter. Il a inscrit 19 points à ses huit premières parties de la saison. La dernière fois qu'il a produit à un rythme aussi effréné, c'était au printemps 2008, quand il a mené les Olympiques de Gatineau à leur septième et dernière conquête de la Coupe du Président.

Dans la rue, cependant, il passe totalement inaperçu. C'est même lui qui s'amuse à observer les Berlinoises et les Berlinoises.

« L'autre jour, j'étais arrêté à une lumière rouge avec Dan. Un gars s'est immobilisé à côté de nous sur sa bicyclette. Il avait une cigarette dans une main et une bière dans l'autre. Et il était sur sa bicyclette ! C'est ça, l'Allemagne », raconte-t-il.

Si Giroux commence à connaître un peu son pays d'adoption, il ne fait pas d'énormes efforts pour apprendre la langue.

Je lui ai demandé hier de partager avec moi quelques expressions qui pourraient m'être utiles durant mon séjour.

« J'en connais une seule : ich liebe dich ! » Merci, je la connaissais déjà. « Ah, j'aime bien le mot 'weiss' aussi. Weiss comme dans Weissbier ! »

Une patinoire, des amis, une petite bière. C'est vrai, au fond, que le bonheur tient à bien peu de choses.

Le voyage n'a pas très bien commencé, patron.

Mon ordinateur et moi, on est arrivés à Berlin en fin d'après-midi, hier. Comme prévu. Ma valise n'a pas suivi. C'est la faute du transporteur aérien qui m'a fait traverser l'Atlantique. Il a pris du retard. Quand mon avion s'est posé à Zurich, il me restait moins de 15 minutes pour sortir, franchir les douanes, franchir le poste de sécurité et prendre mon vol en correspondance.

Parce que j'étais très décidé, j'ai relevé le défi avec brio. Le gars de la soute à bagages n'était visiblement pas aussi motivé que moi.

Il paraît que ma valise devrait me rejoindre à l'hôtel dans les prochaines heures. Au plus tard vendredi, m'a-t-on promis.



D'ici là, existe-t-il au Droit un fonds de secours pour les journalistes en voyage qui ont besoin de sous-vêtements propres ?

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

Études universitaires : le Québec à la traîne

Mise à jour le mercredi 14 novembre 2012 à 9 h 06 HNE

| Radio-Canada avec La Presse Canadienne



Les Québécois ont fait des progrès en matière d'éducation au niveau secondaire, mais ils accusent toujours un retard au niveau universitaire, selon un rapport publié par le Centre sur la productivité et la prospérité (CPP) de HEC Montréal.

La modernisation de l'éducation au cours des 50 dernières années a porté ses fruits au Québec. En 2006, le Québec a pratiquement comblé le retard de scolarisation qui le séparait de l'Ontario et de la Colombie-Britannique au niveau secondaire.

Au Québec, près de 3 personnes de 15 ans et plus sur 4 (74,9 %) détiennent un diplôme d'études secondaires. En Ontario, ce sont 77,8 % des personnes du même âge qui détiennent un diplôme d'études secondaires, et en Colombie-Britannique 80,1 %.

À l'université

La situation est toutefois moins reluisante au niveau universitaire, où seulement 16,5 % des Québécois détiennent un diplôme universitaire. Une proportion qui passe à 20,5 % en Ontario et à 19,3 % en Colombie-Britannique.

Le directeur général du CPP, Robert Gagné, estime que le Québec est désavantagé par cette situation, car l'éducation représente un puissant levier économique. Il souligne que la scolarisation universitaire favorise les innovations et contribue à augmenter la productivité.

Selon M. Gagné, il est essentiel que la classe politique québécoise prenne des mesures pour encourager les jeunes Québécois à poursuivre des études supérieures.

L'égalité homme-femme à l'université

Les Québécoises, tout comme l'ensemble des femmes canadiennes, ont pratiquement comblé l'écart qui les séparait de leurs compatriotes masculins entre 1971 et 2006. Les femmes ont même dépassé le niveau de diplomation des hommes dans les prairies canadiennes.

Au Québec, deux fois plus d'hommes que de femmes détenaient un diplôme universitaire en 1971 (6,6 % des hommes, 2,7 % des femmes). Une situation qui était similaire dans les autres provinces canadiennes de la même époque.

La situation des femmes s'est toutefois grandement améliorée en 35 ans. La proportion de femmes titulaires d'un diplôme universitaire a plus que quintuplé entre 1971 et 2006. La proportion de Québécoises détenant un diplôme universitaire atteignait 16,4 %, en 2006, comparativement à 16,6 % pour les Québécois.

Les disparités hommes-femmes se sont ainsi résorbées sur l'ensemble du territoire canadien.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

15 novembre 2012 | *Le Droit* | SAMUEL BLAIS-GAUTHIER

Pattison Outdoor devra s'afficher dans les deux langues

Samuel Blais-Gauthier sbgauthier@ledroit.com correspondant régional

Pas de passe-droit pour l'entreprise Pattison Outdoor à Clarence-Rockland.

Le géant de l'affichage commercial devra diffuser le contenu de ses messages publicitaires dans les deux langues, comme le prescrit le règlement sur l'affichage bilingue de la municipalité.

Le conseil de Clarence-Rockland a rejeté cette semaine, une requête d'exemption au règlement formulée par l'entreprise, qui demandait l'autorisation de continuer d'exposer son contenu dans une seule langue, l'anglais dans la majorité des cas.

Pattison Outdoor a fait valoir que le bilinguisme sur ses panneaux d'affichage serait « nuisible pour l'économie de Clarence-Rockland », puisque le message des publicités – commandé par des annonceurs locaux – serait noyé dans une mer de mots. L'entreprise a également soutenu que ses panneaux n'étaient pas des affiches, mais plutôt des médias publicitaires qui ne sont pas assujettis au règlement sur l'affichage de la ville. Ces arguments n'ont pas su convaincre les élus de la municipalité. La demande d'exemption a été rejetée à l'unanimité. « Le conseil a décidé que le règlement sur l'affichage bilingue devait être respecté. Ça démontre que les élus ont confiance et supportent ce règlement », a commenté le conseiller municipal, Guy Félio.

Les représentants de Pattison Outdoor n'ont pas offert de réponse aux appels du Droit, hier.

La municipalité entend sévir si l'entreprise ne se conforme pas à l'arrêté municipal. « La Cité va appliquer le règlement et les sanctions qui sont prescrites », a déclaré le directeur général de la municipalité, Pierre Tessier.

En juillet dernier, après plusieurs mois de contestation devant les tribunaux, Pattison a reconnu avoir enfreint le règlement sur l'affichage de la ville de Dieppe, au NouveauBrunswick, très similaire à celui de Clarence-Rockland. Depuis, l'entreprise continuait malgré tout d'exploiter ses panneaux unilingues à l'entrée de la Cité de Clarence-Rockland, en bordure de la route 17.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

[Article précédent](#)[Article suivant](#)*15 novembre 2012 | Le Droit*

Les « grincheux » de novembre

il y a 10 ans, quand j'avais écrit sensiblement la même chose qu'elle. À n'y rien comprendre. Mais cette année, j'ai compris. J'ai compris que les temps ont changé et qu'il est maintenant acceptable de bougonner contre les cantiques et la « zizique » de Noël en novembre.

Et c'est grâce, je crois, à l'avènement de Facebook et des médias sociaux. Avant l'arrivée de Facebook, il était plutôt rare qu'un lecteur qui était d'accord avec mes propos prenne le temps et la peine de m'appeler ou de m'écrire pour me le dire. C'était surtout les « pas d'accord » qui se défoulaient sur papier ou dans ma boîte vocale.

Mais aujourd'hui, grâce à Facebook et compagnie, les « d'accord » n'ont qu'à prendre deux secondes de leur temps pour commenter.

Exemple: cette nouvelle diffusée il y a une dizaine de jours.

•••

du moins pour l'instant. Les cantiques du temps des Fêtes seront de retour d'ici quelques semaines, a assuré la compagnie.

« Selon le porte-parole de la chaîne de pharmacies, Tammy Smitham, les magasins du groupe commencent toujours au début du mois de novembre à diffuser des classiques des Fêtes. L'entreprise assure qu'elle ignorait que bon nombre de ses clients n'appréciaient pas cette façon de faire.

« Elle l'a rapidement comprise lorsqu'elle a appris l'existence d'une page Facebook déplorant l'arrivée hâtive de la musique du temps des Fêtes dans ses pharmacies, qui a reçu l'adhésion de quelque 45000 internautes.

« Les pièces comme Jingle Bells et Rudolph the Red-nosed Reindeer cesseront donc temporairement d'être diffusées, et seront de retour lorsque nous serons plus proches de Noël', a confirmé la porte-parole. »

•••

attendre à décembre pour devoir magasiner au rythme de L'Enfant au tambour.

Je n'étais pas dans le champ, après tout. Je n'étais pas « grincheux » non plus. Je pense que je disais simplement tout haut ce que plusieurs pensaient tout bas.

Mais aujourd'hui, on n'a plus besoin de penser tout bas. On a juste à l'écrire sur Facebook...

Go! Gump! Go!

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)[Article suivant](#)

[Article précédent](#)[Article suivant](#)*15 novembre 2012 | Le Droit | DANIEL LEBLANC dleblanc@ledroit.com*

Après Cuba, destination Maroc

Controversé projet de réinsertion sociale à Gatineau

L'an dernier, le voyage à Cuba pour une dizaine de gens fragilisés de la région a passablement fait jaser, défrayant les manchettes pour des raisons dont se seraient volontiers passés les organisateurs. Mais qu'à cela ne tienne, le projet s'est avéré un succès et ses retombées sont concrètes, selon la consultante en réinsertion sociale Nancie Martineau.



ETIENNE RANGER, Ledroit

Après un voyage à Cuba, l'an dernier, l'expérience sera répétée au Maroc. Sur la photo, en avant, les participants Suzanne Villeneuve et Georges Lévesque, ainsi que l'organisatrice Nancie Martineau. Au milieu, les bénévoles Véronic St-Pierre, Gaétan Lavoie et Geneviève Rollin. En haut, les participants Ronald Jean et Marie Richard, ainsi que la bénévole Francine Rondeau.

Conséquence: elle persiste et signe en rééditant l'événement, avec cette fois comme destination le Maroc.

Accompagnée de trois autres bénévoles, elle s'envolera à la fin de l'hiver vers la ville d'Oualidia, où un groupe de sept personnes (dont trois ont pris part au projet de voyage à Cuba) aura la chance de séjourner dans le but ultime de vivre une expérience enrichissante, laquelle leur permettra de voir la vie d'un autre oeil à leur retour en sol canadien. Là-bas, le groupe habitera dans une villa gracieusement prêtée par Fatima Semiali, une restauratrice gatinoise d'origine marocaine qui a été séduite par l'initiative.

Chaque personne devra préalablement amasser 1000 \$ pour espérer monter à bord de l'avion et

prendre part au projet. Le groupe de participants est composé de Ronald Jean, Suzanne Villeneuve, Marie Richard, Georges Lévesque, Luc Renaud, Chantal Renaud et Hakim Taha.

Survivre aux critiques

Pour Nancie Martineau, malgré les critiques de l'an passé, il était hors de question de mettre une croix sur ce projet qui contribue à améliorer de façon marquée l'estime de soi des personnes impliquées. « Pour moi, un voyage est l'expérience la plus enrichissante, c'est la meilleure école de la vie », dit-elle.

Trois des personnes qui ont participé en 2012 ont déniché un emploi ou sont retournés aux études, sans compter que tous sont revenus transformés par l'expérience.

Il n'en fallait pas plus pour Mme Martineau pour se dire qu'elle avait raison de passer outre aux commentaires négatifs. Le voyage a permis à plus d'un, dont Daniel Labbé qui livre un touchant témoignage dans un documentaire réalisé au terme du séjour à Cuba, de constater que plusieurs habitants du globe sont heureux malgré leur pauvreté. « Ça m'a fait réfléchir énormément. J'ai autant ri que pleuré. Ils sont heureux malgré ce qu'ils ont », lance-t-il dans la vidéo.

« Ça change le mal de place, en plus de permettre qu'ils se recentrent sur leurs propres valeurs. Est-ce que l'important, c'est d'accumuler des biens, comme la majorité des gens le font, ou c'est plutôt d'apprendre à se connaître en s'aimant pour ce qu'on est et non pour ce qu'on a?, soutient la consultante. C'est aussi l'idée du rêve. Je côtoie plein de gens au quotidien qui n'ont pas d'ambitions et consomment leur chèque. Là, pendant l'année, ils devaient mettre de l'argent de côté. »

Question de donner un coup de pouce au projet, un souper spaghetti bénéfice aura lieu demain dès 17 h à la salle des Chevaliers de Colomb, sur le boulevard de la Gappe dans le secteur Gatineau.

Les billets sont en vente à 15\$ chacun. Un concert-bénéfice est aussi prévu.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

CARREFOUR COMMUNAUTAIRE EST ONTARIEN



SAMUEL BLAIS-GAUTHIER
sbgauthier@ledroit.com
correspondant régional

AGA DES AMIS DE LA BIBLIOTHÈQUE D'EMBRUN

Les Amis de la bibliothèque d'Embrun vous invitent à leur assemblée annuelle lundi à 19 h, à la succursale Embrun de la bibliothèque publique, située à l'école La Croisée (1215 rue St-Augustin, à Embrun). Les gens présents seront informés des activités qui ont eu lieu en 2012 et de ce qui se prépare pour 2013. Les cartes de membres pour 2013 seront aussi disponibles. Pour plus d'information, veuillez joindre Jocelyne Labelle, au 613-443-2304.

EXPO CLARENCE-ROCKLAND

L'Expo Clarence-Rockland aura lieu samedi et dimanche à l'arena Jean-Marc Lalonde (1450 avenue du Parc, à Rockland). Une centaine d'exposants et de commerçants locaux seront présents sur place. Plusieurs activités sont également prévues. Pour plus de renseignements, communiquez avec la Cité de Clarence-Rockland, au 613-446-6022 poste 2227, ou écrivez à jchartrand@clarence-rockland.com.

AGA DES LIBÉRAUX FÉDÉRAUX DE GPR

L'Association libérale fédérale de Glengarry-Prescott-Russell convie ses membres à son assemblée générale annuelle samedi, au Club Powers (954, rue Giroux, à Rockland). L'assemblée aura lieu de 13 h à 15 h. L'activité vins et fromages est reportée. Vous devez être membres pour participer.

SOUPER MENSUEL DU CLUB JOIE DE VIVRE

Le Club Joie de Vivre 50+ vous invite à son souper social mensuel, le 21 novembre à 17h30, à la salle des Chevaliers de Colomb d'Embrun. Le repas sera servi par la Ferme Drouin. La musique sera assurée par de Yolande et Marcel. Veuillez réserver au plus tard dimanche. Vous pouvez vous procurer une carte de membre à la porte. Pour plus d'informations, appelez Annette au 613-443-2175, Ida au 613-443-4308 ou encore Denise au 613-443-5689.

CARREFOUR SANTÉ

Le Club Joie de Vivre 50+ organise une visite de groupe au

Salon des services de santé en français « Carrefour Santé », le 23 novembre, au Centre des congrès d'Ottawa. Le départ est prévu à 10 h à l'aréna d'Embrun. Retour à 18 h. Le coût du transport en autobus est de 5\$. L'entrée aux ateliers est gratuite. Pour réserver, veuillez joindre Lorraine Dicaire au 613-443-5637.

VENTE DE PÂTISSERIES DE L'UCFO

L'Union culturelle des Franco-Ontariennes de Sarsfield organise une vente de pâtisseries le 25 novembre, de 10 h à midi, à la salle communautaire de l'église de Sarsfield. Pour plus d'information, veuillez vous adresser à Aline, au 613-835-2084.

FESTIVAL DE NOËL À CASSELMAN

Casselman s'imprénera de l'esprit des Fêtes, du 29 novembre au 2 décembre prochain, à l'occasion du cinquième festival de Noël local. Une visite des maisons anciennes est au programme, dans lesquelles un chef et son équipe auront préparé un plat gastronomique avec des

produits du terroir. Le traditionnel concert de Noël à l'église Ste-Euphémie mettra en vedette Johanne Blouin. Les incontournables sont aussi de retour: hockey de rue, patinage disco, tours en calèche, sculpture de Noël et défilé. Plus d'une quinzaine d'artisans locaux animeront le marché public au centre-ville.

LE PATRIMOINE DE L'ONTARIO FRANÇAIS

Le Réseau du patrimoine franco-ontarien (RPFO) invite les gens à célébrer le Mois du patrimoine en Ontario français qui aura lieu en février. Il suffit de planifier une activité à saveur patrimoniale, historique, généalogique ou folklorique et à nous en faire part. Chacune des activités sera inscrite dans le calendrier promotionnel, lequel sera diffusé à l'échelle de la province. Les calendriers des années précédentes sont disponibles au www.rpfo.ca, dans la section « Mois du patrimoine en Ontario français » (sous l'onglet « Projets »). L'inscription peut être faite en ligne avant le 10 décembre. Vous pouvez aussi compléter puis retourner le formulaire à agent@rpfo.ca avant le 10 décembre.

ATELIER SUR L'ENTREPRENEURIAT

Dans le cadre de la Semaine de l'entrepreneuriat, La Cité collégiale offre une série de trois ateliers aujourd'hui à l'amphithéâtre Andrée-Lortie de La Cité collégiale (801, promenade de l'Aviation). L'atelier « Réussir sa vie d'entrepreneur! » sera présenté de 9 h à 9 h 45 par Caroline Rochon. Suivra, de 10 h à 10 h 45, une formation sur la recherche appliquée. Enfin, un atelier sur le thème « Je le fais, nous le faisons, vous, le faites-vous? » sera offert de 11 h à 11 h 45, durant lequel seront partagées des histoires à succès d'entreprises diversifiées. Pour plus de renseignements ou pour vous inscrire, écrivez au lca@lacitec.on.ca ou communiquez au 613-742-2493 poste 2574.

UN CONCERT CONTRE LE CANCER DU SEIN



SAMUEL BLAIS-GAUTHIER, LeDroit

La communauté artistique de Clarence-Rockland s'est mobilisée pour lutter contre le cancer du sein, samedi dernier, à l'occasion du Gala Célébration. Une vingtaine d'artistes locaux et tout autant de mannequins, appuyés par 70 bénévoles, ont livré un concert au profit de la cause. Parallèlement, Lyette Serrurier, une survivante du cancer du sein, a mis en vente l'ouvrage *Inspirations*. Toutes les recettes, qui sont estimées à 50 000 \$, seront remises au Centre Maplesoft. Sur la photo, les participants et organisateurs.

LES CUPR HONORENT LEURS EMPLOYÉS



COURTOISE

Le travail et l'engagement de deux acteurs au sein des Comtés unis de Prescott et Russell (CUPR) ont été récompensés samedi dernier, lors du traditionnel Banquet du président. Carole Lavigne, chargée de projet en développement économique (à gauche) et Andrée Latreille, greffière adjointe, ont été décorées. Sur la photo, on aperçoit les deux récipiendaires accompagnées du dg Stéphane P. Parisien, du président François St-Amour et de Sylvain Charlebois, directeur du développement économique et touristique.

LE DROIT, LE JEUDI 15 NOVEMBRE 2012

ACHAT SPÉCIAL

3
EN INVENTAIRE

d'inventaire
W4520-W4521-W4522
de 40911 km à 41756 km

CHEVROLET IMPALA 2012

Un seul prix

15 895\$*

54\$** / semaine

boulevardgm.com

950, boul. St-Joseph, Gatineau (secteur Hull)

819 815-1539

Boulevard
Cadillac Chevrolet

*+ taxes. ** Financement 84 mois à un taux de 4.99% plus taxes.

Printed and distributed by NewspaperDirect
www.newspaperdirect.com 833-251-1377/800-404-8888/800-834-6344
COPYRIGHT AND PROTECTED BY APPLICABLE LAW

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

15 novembre 2012 | *Le Droit* | PHILIPPE ORFALI porfali@ledroit.com

C'est parti pour la course à la chefferie du PLC

La course à la chefferie du Parti libéral du Canada (PLC) est officiellement lancée. Si les candidats se bousculent au fil de départ, la plupart d'entre eux demeurent inconnus du grand public, voire des libéraux eux-mêmes.



ÉTIENNE RANGER, Archives Ledroit

Même si plusieurs libéraux bien en vue ont jonglé avec l'idée de se lancer dans la course à la chefferie du PLC, nombre d'entre eux ont vu leurs ardeurs refroidies par l'arrivée de Justin Trudeau dans la course.

Dans l'ombre de Justin Trudeau se trouve une dizaine de candidats plus ou moins connus qui entendent tout faire pour succéder à Michael Ignatieff, un an et demi après des élections générales dévastatrices pour le Parti libéral.

Même si plusieurs libéraux bien en vue ont jonglé avec l'idée de se lancer dans la course, nombre d'entre eux ont vu leurs ardeurs refroidies par l'arrivée de Justin Trudeau dans la course.

En fait, aucun député à part celui de Papineau n'a jusqu'à maintenant confirmé son intention de briguer les suffrages. Marc Garneau, élu de Westmount-Ville-Marie et premier Canadien dans l'espace,

sonde depuis de nombreuses semaines ses collègues députés. Il souhaite pouvoir compter sur l'appui de certains d'entre eux avant de confirmer ses intentions, selon nos sources. Joyce Murray, une députée bilingue de la Colombie-Britannique, semble également tentée par l'aventure.

Quant au député d'Ottawa-Sud David McGuinty, il aurait écarté pour l'instant l'idée de se porter candidat.

Hall Findlay et McCrimmon

Deux femmes ont ajouté leur nom à une longue liste d'aspirants chefs confirmés ou pressentis, hier, jour de déclenchement officiel de la course à la direction du PLC. Le prochain chef de la formation doit être élu dans cinq mois, le 14 avril prochain.

À Calgary, l'ex-députée Martha Hall Findlay a annoncé son intention de briguer à nouveau la chefferie. L'avocate torontoise, aujourd'hui établie en Alberta, avait été éliminée dès le premier tour pendant la course de 2006. Ce n'est que tout récemment qu'elle a finalement remboursé l'importante dette qu'elle avait contractée à l'époque.

Mme Hall Findlay était alors une pure inconnue. Elle a depuis été élue – puis battue – dans le comté de Willowdale, dans le Grand-Toronto. Aujourd'hui professionnelle en résidence à l'Université de Calgary, elle se dit ouvertement en faveur d'une exploitation responsable des sables bitumineux.

« J'ai toutes les intentions de mener un parti qui est un parti véritablement national. Cela fait trop longtemps que notre parti n'est pas réellement un parti d'envergure nationale », a déclaré Mme Hall Findlay au moment de lancer sa candidature. L'Alberta ne compte plus un seul député libéral depuis 2006.

De la région d'Ottawa, Karen McCrimmon, une lieutenant-colonelle retraitée des Forces canadiennes, tente aussi sa chance. Elle avait été candidate aux dernières élections générales dans la circonscription de Carleton-Mississippi Mills, où elle n'était pas parvenue à battre Gordon O'Connor, lui aussi un militaire à la retraite. McCrimmon, qui a oeuvré notamment en Afghanistan et dans les Balkans et au cours de la première guerre du Golfe, fait figure de pionnière au sein des forces militaires. Elle a procédé au lancement de sa campagne dans un hôtel de Kanata.

« Mon français n'est pas encore parfait. Malheureusement, je n'(ai) jamais eu l'occasion de travailler ou de vivre en français. [...] Chaque jour je travaille à l'améliorer », a-t-elle indiqué, soulignant ses racines acadiennes.

Outre Mme McCrimmon, plusieurs aspirants méconnus n'ont pas hésité à déboursier les frais d'inscription de 75 000 \$ pour devenir candidats à la course au leadership du PLC 2013.

L'avocate Deborah Coyne, mère de la demi-soeur de Justin Trudeau, l'avocat d'Orléans David Bertschi et l'avocat de Vancouver Alex Burton ont tous trois confirmé leurs intentions.

L'ex-député montréalais Martin Cauchon, l'ancien président du PLC-Colombie-Britannique, David Merner, l'économiste Jonathan Mousley et l'avocat torontois George Takach étudient aussi la possibilité de faire le saut.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

Article rank | *15 Nov 2012* | *Ottawa Citizen* | *DON BUTLER*

Teachers won't be paid for a few extra minutes

Court overturns arbitrator's decision on 'early bell' fight

Already locked in a bitter contract dispute with the provincial government, Ottawa elementary teachers suffered another setback last week.

An Ontario Court quashed an arbitrator's decision that would have given hundreds of them compensation for working between three and 10 minutes longer per day than their contract requires.

The dispute, which dates back several years, arose because 12 of the Ottawa Carleton District School Board's 115 elementary schools were ringing an "early bell" that required students to enter their schools anywhere from three to 10 minutes before the published start time. That led the Ottawa Carleton Elementary Teachers' Federation to file a grievance, arguing that the practice effectively extended the school day beyond the maximum of 300 instructional minutes specified in the teachers' collective agreement.

"Our basic position was, when you bring all the kids into the school, it's the start of the school day," federation president Peter Giuliani said Wednesday. "To us, that's really obvious."

An arbitrator agreed last year and awarded compensation as a remedy. While she established a formula in her award, no definitive amount was calculated. But school board spokesperson Michelle Giroux estimated Wednesday the cost to the board would have been several hundred thousand dollars.

The board applied for judicial review, and in a decision dated Nov. 6, a panel of three Divisional Court judges quashed two decisions by the arbitrator and sent the grievance back to a different arbitrator for reconsideration.

Saying the arbitrator had "misapprehended the nature of the grievance," the judges noted that, even after an early bell, some affected teachers continued drinking coffee in the staff room or locked themselves in their classroom while students lined up in the hall.

Give that, they said, "it is unreasonable, if not irrational, to conclude that those teachers are entitled to compensatory time or money based on differential treatment."

The judges rejected the federation's argument that the order of compensation "necessarily implies that teachers were required to work instructional minutes above the 300-minute cap. Given the apparent misapprehension of the issues by the arbitrator, we are not prepared to read that conclusion into her reasons," they said.

Moreover, they said, it was difficult to understand how any compensation could flow when it was plain that the affected teachers at the 12 schools "did not have to work a minute longer" or had different or additional duties than their colleagues at other schools.

Giroux said all 12 schools with early bells had students in grades seven and eight. The early bells were meant to give those intermediate students time to go to their lockers before class, she said. The board discontinued the practice in September 2011.

Giuliani said the federation's position was based on language in the teachers' collective agreement, which defines the instructional day as "a maximum of 300 instructional minutes, commencing with the published start time for the school (i.e., the time for the entry of the students into the school for the commencement of the morning program), excluding recess and lunch/nutritional breaks."

Though teachers must arrive at work 15 minutes before the instructional day begins, Giuliani said the board was "putting teachers in a pretty untenable position" by summoning students to school early.

"If they're all in — and we're talking kids all under the age of 13 — you're putting everybody in a position where they have a certain obligation to the community right off the bat."

He couldn't say how many of the federation's 3,000 teachers were in line for compensation, but

estimated it could have been in the range of 200.

Giuliani said the federation's parent body, the Elementary Teachers' Federation of Ontario, which has responsibility for the grievance, hasn't yet decided whether to appeal the Divisional Court decision. "Right now, our concentration is on more urgent stuff," he said.

Ottawa elementary teachers gave the federation a strong strike mandate in September as it tries to negotiate a new contract in the face of provincial legislation that freezes teacher pay for two years, cuts benefits and ends the practice of banking unused sick days.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

Article rank | 15 Nov 2012 | Ottawa Citizen | Dbutler@ottawacitizen.com

Teachers: 'Unreasonable' to decide they're entitled

But school board spokesperson Michelle Giroux estimated Wednesday the cost to the board would have been several hundred thousand dollars.

The board applied for judicial review, and in a decision dated Nov. 6, a panel of three Divisional Court judges quashed two decisions by the arbitrator and sent the grievance back to a different arbitrator for reconsideration.

Saying the arbitrator had "misapprehended the nature of the grievance," the judges noted that, even after an early bell, some affected teachers continued drinking coffee in the staff room or locked themselves in their classroom while students lined up in the hall.

Give that, they said, "it is unreasonable, if not irrational, to conclude that those teachers are entitled to compensatory time or money based on differential treatment."

The judges rejected the federation's argument that the order of compensation "necessarily implies that teachers were required to work instructional minutes above the 300-minute cap. Given the apparent misapprehension of the issues by the arbitrator, we are not prepared to read that conclusion into her reasons," they said.

Moreover, they said, it was difficult to understand how any compensation could flow when it was plain that the affected teachers at the 12 schools "did not have to work a minute longer" or had different or additional duties than their colleagues at other schools.

Giroux said all 12 schools with early bells had students in grades seven and eight. The early bells were meant to give those intermediate students time to go to their lockers before class, she said. The board discontinued the practice in September 2011.

Giuliani said the federation's position was based on language in the teachers' collective agreement, which defines the instructional day as "a maximum of 300 instructional minutes, commencing with the published start time for the school (i.e., the time for the entry of the students into the school for the commencement of the morning program), excluding recess and lunch/nutritional breaks."

Though teachers must arrive at work 15 minutes before the instructional day begins, Giuliani said the board was "putting teachers in a pretty untenable position" by summoning students to school early.

"If they're all in — and we're talking kids all under the age of 13 — you're putting everybody in a position where they have a certain obligation to the community right off the bat."

He couldn't say how many of the federation's 3,000 teachers were in line for compensation, but estimated it could have been in the range of 200.

Giuliani said the federation's parent body, the Elementary Teachers' Federation of Ontario, which has responsibility for the grievance, hasn't yet decided whether to appeal the Divisional Court decision. "Right now, our concentration is on more urgent stuff," he said.

Ottawa elementary teachers gave the federation a strong strike mandate in September as it tries to negotiate a new contract in the face of provincial legislation that freezes teacher pay for two years, cuts benefits and ends the practice of banking unused sick days.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

Excluded from anti-bullying summit | Canada | News | ...

TYLER ORTON, QMI AGENCY

FIRST POSTED: WEDNESDAY, NOVEMBER 14, 2012 10:42 PM EST | UPDATED: WEDNESDAY, NOVEMBER 14, 2012 11:24 PM EST



Excluded from anti-bullying summit | Canada | News | ...

VANCOUVER - Amanda Todd's mother, upset at being barred from an anti-bullying summit organized by the province, is suggesting the exclusion was a bullying tactic.

Carol Todd, whose daughter took her own life last month following years of intense abuse from peers and an online stalker, expressed dismay on Twitter she wasn't allowed to sit in at Tuesday's ERASE Bullying conference.

"They thought my presence might upset some of the students present. That's the perception I got," she tweeted after the summit. "It is a shame that I was excluded ... is that (a) form of bullying?"

Education Minister Don McRae said anti-bullying experts advised his ministry against inviting Carol Todd to the conference, explaining students there might be in a "fragile state" and could harm themselves if the topic was brought up.

"The risk for unintended consequence was there," he said. "As minister of education and as a parent, I just couldn't live with myself if there was unintended consequences."

McRae added he spoke to Carol Todd about the summit Wednesday morning and the ministry would brief her further early next week.

But Kevin Cameron, one of the experts who advised the government in the lead up to the summit, said he did not tell the Ministry of Education to keep the Port Coquitlam, B.C., mother from attending.

"The counsel was to explain to her some of the dynamics and see where she was at in relation to participating," he said, adding summit organizers would have accommodated Carol Todd if she had been adamant about attending.

Cameron said he understood Carol Todd was content with a family representative going in her place.

He said in his experience, parents of children who have committed suicide go through emotional "peaks and valleys" and frequently waver in their desire to attend such events.

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

Article rank | *14 Nov 2012* | *Ottawa Citizen* | *THE CANADIAN PRESS*

Ontario Teachers' Pension Plan ups its stake in Nexen

The Ontario Teachers' Pension Plan, one of the country's largest pension funds, has tripled its stake in foreign takeover target Nexen Inc. In regulatory filings for the most recent quarter, Teachers shows its stake in Nexen now sits at 6.82 million shares for the period ended Sept. 30.

That's up from 1.72 million shares in the three months prior, according to documents filed with the U.S. Securities and Exchange Commission. The Calgary-based oil company is the target of a \$15.1-billion takeover by a state-controlled Chinese firm.

The deal is under review by the Canadian government. Chinese National Offshore Oil Corp., wholly owned by the Chinese government, and Nexen Inc., put the terms of their deal before federal regulators in August.

Under the Investment Canada Act, regulators have to approve the deal based on whether it meets a net benefits test and follows guidelines for state-owned enterprises.

They have been granted two extensions for the review, and the next deadline is Dec. 10.

A spokeswoman for Teachers could not be reached for comment.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

Article rank | *15 Nov 2012* | *Ottawa Citizen*

Ottawa Network for Education (ONFE)

In partnership with local school boards, colleges and universities, ONFE develops programs that engage the community to support student learning. School Breakfast Program enables 11,000 Ottawa children in 148 schools to begin each school day with a nutritious meal. Ottawa Volunteers in Education facilitates more than 1,600 community members to dedicate 130,000 hours in 184 local schools, supporting over 30,000 students annually. Junior Achievement Program will inspire 6,500 Ottawa youth to make better financial decisions, start up a company and develop a career plan. Please donate today and support student success: www.onfe-rope.ca Charitable number 119071280RR0001.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

Article rank | 15 Nov 2012 | Ottawa Citizen | BLAIR CRAWFORD

Board vote clears way to close high schools

Trustees also urge parents to put pressure on province, teachers to settle job dispute

The possibility that some Ottawa high schools will close because of the teachers' labour action moved closer Wednesday after trustees passed a motion giving staff authority to shut down individual schools for safety reasons.

At the same time, the board is urging parents to step up the pressure on both teachers and the province to find a solution to the labour impasse.

At a special closed-door board meeting Tuesday night, the trustees gave the director of education, Jennifer Adams, authority to close schools "where there are serious concerns for student safety as a result of the labour disruption."

"This is a proactive measure," Jennifer McKenzie, chairwoman of the Ottawa Carleton District School Board, said Wednesday morning.

"We understand the need to keep schools open and we're doing everything possible to ensure they stay open."

On Monday, public high school teachers ramped up their job action, withdrawing from non-classroom supervision and administration duties.

Principals and vice-principals have taken over some of the job of monitoring students, and at some schools retired principals have been called in to help with supervision, McKenzie said.

So far, she's satisfied that schools remain safe. "Staff are keeping things well under control," she said.

Education Minister Laurel Broten has also warned that the province will step in if safety is compromised.



Broten said cabinet can quickly order an end to any specific job actions if necessary.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Previous Story](#)

[Next Story](#)